



Coalition for the International Criminal Court

www.coalitionfortheicc.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

27 août 2010

Contact :

A New York: Mariana Rodríguez Pareja
Responsable de la stratégie média, CCPI
Tel: + 646-465-8517
Mobile: +1-718-288-5469
Email: rodriguez@coalitionfortheicc.org

LES AUTORITÉS KENYANES N'ONT PAS RESPECTÉ LEUR DEVOIR DE COOPÉRER AVEC LA CPI

*La Coalition recommande aux autorités kényanes d'honorer leurs engagements vis-à-vis
Statut de Rome*

(New York) – Le 27 août 2010, la Coalition pour la Cour Pénale Internationale (CICP) a annoncé que les autorités kényanes n'ont pas respecté leurs obligations aussi bien en tant qu'État membre de l'ONU qu'en tant qu'État partie à la CPI en invitant à Nairobi le président soudanais Omar el-Béchir pour une cérémonie exceptionnelle célébrant la nouvelle constitution du Kenya.

Le président soudanais Omar el-Béchir est recherché par la Cour pénale internationale, accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide, qui auraient été commis dans la région du Darfour, au Soudan en 2003 et 2004.

En tant qu'État membre de l'ONU depuis 1963, le Kenya se doit de respecter et de mettre en application les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU selon le chapitre 7 de la charte des Nations Unies, dans ce cas la résolution 1593/2005. De plus, en tant qu'État partie au Statut de Rome, le Kenya a pour devoir d'arrêter et de remettre à la justice toute personne contre qui la Cour a émis un mandat d'arrêt, y compris le président el-Béchir.

William R. Pace, le coordinateur de la CCPI a déclaré que « le fait que les autorités kényanes n'aient pas arrêté Omar el-Béchir constitue une réelle violation des obligations internationales du Kenya, vis-à-vis non seulement du Statut de Rome et de la charte des Nations Unies mais aussi de sa législation nationale, y compris de sa

nouvelle constitution, qui reconnaît l'applicabilité directe du droit international. Ce qui aurait dû être un jour de célébration de l'engagement du Kenya au respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit est maintenant gâché par son accueil d'un fugitif international en dépit de la situation désespérée de milliers de personnes au Darfour. »

Les décisions d'organisations régionales comme l'Union africaine ne peuvent pas supplanter les obligations des États vis-à-vis de traités internationaux, comme le Statut de Rome, ni défier les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. De même, il est inacceptable de se servir de pratiques protocolaires comme excuse pour enfreindre le droit international et pour perpétuer l'impunité pour les crimes les plus graves. Les pratiques protocolaires doivent être en conformité avec les devoirs des états en matière de droit international.

La Coalition demande à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome et au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en application des décisions de la CPI, y compris l'exécution de tous les mandats d'arrêt en instance. La Coalition recommande aux autorités kényanes de coopérer pleinement avec la CPI dans ses enquêtes à propos des violences post-électorales qui ont eu lieu en 2007 et 2008.

La CPI est la première cour internationale permanente au monde à poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Il existe actuellement 111 États parties. Central au mandat de la Cour est le principe de complémentarité qui stipule que la Cour n'interviendra que si les juridictions nationales sont incapables ou n'ont pas la volonté d'intervenir d'enquêter et de poursuivre. A ce jour, la CPI a ouvert des enquêtes dans cinq situations: en République centrafricaine, au Darfour (Soudan), en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Kenya. Elle a émis douze mandats d'arrêt et trois citations à comparaître. Deux procès sont en cours et un troisième devrait s'ouvrir en 2010. Le Bureau du procureur de la CPI a rendu déclaré publiquement examiné au moins huit situations sur quatre continents, dont en Afghanistan, en Colombie, en Côte d'Ivoire, en Géorgie, en Guinée et en Palestine.

POUR PLUS D'INFORMATIONS : Rendez-vous sur le site Internet de la Coalition sur <http://www.coalitionfortheicc.org/> et participez à notre blog "In Situ: La justice vue par la société civile" sur www.coalitionfortheicc.org/blog

Des experts d'organisations de droits de l'homme sont listés ci-dessous pour tout commentaire et informations sur ces développements.

William Pace, Coordinateur, Coalition pour la Cour pénale internationale (New York, USA)
Tel: +1 212 687 2863
Mobile tel: 917 214 5535
E-mail: pace@wfm-igp.org

Stephen Lamony, Conseiller sur les pays en situation, Coalition pour la Cour pénale internationale
(New York, USA)
Tel: +1-646-465-8514
Email : lamony@coalitionfortheicc.org

Mohammed Ndifuna, Directeur exécutif, Human Rights Network-Uganda
Email: executive@hurinet.or.ug
Telephone: +256714419229

Richard Dicker, Directeur, Programme de justice internationale, Human Rights Watch (New York, USA)
Mobile tel: +1 917 747 6731
Email: dickerr@hrw.org

Dr. Comfort Ero, Directeur adjoint pour le Bureau Afrique, ICTJ, Cape Town,
Email: comfortero@ictj.org.za
Telephone: +27 (0) 21 448 6464

Christopher Hall, Conseiller juridique principal, Amnesty International (Londres, R-U)
Tel.: +44 207 241 1728,
+44 207 413 5733
E-mail: chall@amnesty.org

Brigid Inder, Directrice exécutive, Women's Initiatives for Gender Justice
(La Haye, Pays-Bas)
Tel: +317 03 02 99 11
Mobile tel: +31 62 038 071 84
E-mail: brigid@iccwomen.org

Alison Smith, Conseillère juridique, No Peace Without Justice (Bruxelles, Belgique)
Mobile tel: +32 486 986 235
Email: alison@sensible.it

Obiageli Oraka, Avocate de programme, West Africa Bar Association
Email: obiageliorka@yahoo.com
Telephone: +234 8035902259

Mariana Pena, Représentante permanente, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
(FIDH)
(La Haye, Pays-Bas)
Tel: +31 (0) 70 3560259
Email: mpena@fidh.org

Carla Ferstman, Directrice, REDRESS Trust
(London, UK)
Tel: +44 20 7793 1777
E-mail: carla@redress.org

Oby Nwankwo, Directrice exécutive, Civil Resource Development and Documentation Centre (Enugu,
Nigeria)
Mobile tel: +234 803 313 2494
E-mail: nwankwooby@yahoo.com

Dr. David Donat Cattin, Directeur, Programme des droits de l'homme et du droit international,
Parliamentarians for Global Action (PGA)
Mobile tel: +39 333 166 0309 (Rome)
Email: donat@pgaction.org

John Washburn, Coordinateur, American NGO Coalition for the ICC (New York, USA)
Tel: +1 212 907 1317;
Email: jwashburn@unausa.org

Christine Muthoga, Juriste, International Commission of Jurists- Kenya
Email: christine.muthoga@icj-kenya.org.
Telephone: +254 (020) 387 5980 Ext 1, +254 (020) 6750996, +254 (0) 722 60 11 66

Dr. Karine Bonneau, Directrice du Bureau Justice internationale, FIDH - Fédération internationale des
ligues des droits de l'homme (Paris, France)
Tel: +33 1 43 55 11 56
Mobile tel: +33 6 72 34 87 59
Email: kbonneau@fidh.org

Charles Mbugua, Président national, International Federation of social Workers Africa Region- Nairobi
(Kenya).
Tel : +25 4 85 60 775
Mobile +25 4 722 51 7852

Avis important: La Coalition pour la CPI (CCPI) est un réseau d'ONG et d'organisations de la société civile de plus de 150 pays œuvrant pour garantir une CPI juste, efficace et indépendante et un meilleur accès à la justice des victimes de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. La Coalition dans son ensemble et son secrétariat ne prennent pas position quant aux enquêtes, accusations ou situations devant la CPI. Toutefois, les membres individuels de la Coalition peuvent approuver le renvoi d'une affaire, fournir un soutien juridique et autre au travail d'enquête, ou développer des partenariats avec les collectivités locales et autres organismes dans le cadre de leurs efforts.

####